

Le Maire,

- Vu** la loi n° 82-213 du mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,
- Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
- Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 à L 2213-6,
- Vu** le code la route, et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28,
- Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie : signalisation temporaire – approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),
- Vu** l'arrêté 130/2020 portant délégation du Maire à un adjoint, M. Sébastien MARTIN, à l'aménagement du territoire et développement durable.
- Vu** la demande formulée par l'entreprise LHOTELLIER en date du 10 octobre 2025.

Considérant la sécurité à mettre en place relative à des travaux de réparation de trottoirs 11 rue Charles IX.

ARRETE

- Article 1 : A compter du **lundi 13 octobre 2025** et ce jusqu'à la fin des travaux, la circulation sera alternée voire interdite, rue Charles IX, le temps des travaux. Le stationnement sera interdit dans l'emprise des travaux.
- Article 2 : La signalisation réglementaire et adéquate sera mise en place par l'entreprise procédant aux travaux.
- Article 3 : L'accès des services de secours et des riverains devra être possible pendant toute la durée du chantier. Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.
- Article 4 : Les nouvelles mesures de circulation seront conformes aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.
- Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché dans la commune de Charleval et à chaque extrémité du chantier.
- Article 6 : Le Maire certifie le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.
- Article 7 : Le présent acte dont une copie sera communiquée à l'entreprise LHOTELLIER, sera transmis :
- En gendarmerie
 - Au centre de secours
 - Au SYGOM
 - Au service transport de la CDCLA
 - A la direction de la mobilité
 - A la CDCLA
 - Au responsable des services techniques
 - L'ASVP

Fait à Charleval, le 10 octobre 2025

Le Maire-Adjoint à l'aménagement du territoire et développement durable

Sébastien MARTIN

